

Numéro 2
Avril 2019

Flash

PROJET DE LOI TRANSFORMATION DE LA FONCTION PUBLIQUE

ATTENTION !!! TITULAIRES CONTRACTUELS
TOUTES ET TOUS CONCERNÉS !!!

Mise à mort de la fonction publique dès juillet 2019

- **Augmentation du temps de travail à 1607 heures annuelles OBLIGATOIRES**

A Aulnay, où le temps de travail annuel est en moyenne de 1526 heures, cela veut dire :

+ 81 heures de travail à répartir sur l'année

Traduction : des congés en moins ou des semaines plus longues

- **Salaire et carrières au mérite – suppression de l'avis des CAP**

- Prime, Avancement de grade, promotion interne au mérite
- Plus de défense des agents par le biais des CAP au Centre de gestion (CIG)

Cela veut dire : porte ouverte aux injustices, clientélisme, inégalité des droits

- **Suppression du comité technique et du CHSCT –hygiène, de sécurité et conditions de travail**

Cela veut dire : moins de défense des agents, plus de droit d'intervention sur les réorganisations de service, sur le temps de travail, sur les conditions de travail

- **Privatisation des services publics**

Par exemple : le maire décide de confier une mission de service public (restauration, animation, espaces verts, propreté...) au privé,

Cela veut dire : les agents titulaires **obligatoirement** transférés à l'entreprise privée en CDI

Ce qu'il faut savoir : les seules missions pour lesquelles du personnel communal est obligatoire sont l'état civil et l'organisation des élections.

Tout le reste peut être privatisé.

**Sans une mobilisation massive, nos missions, nos emplois et nos droits vont disparaître .
Tous, toutes en grève !**

APPEL A LA GREVE JEUDI 9 MAI 2019
ASSEMBLEE GENERALE 9h au local CGT – 4 rue Berteaux
Suivi d'un rassemblement Parvis de l'Hôtel de Ville

APPEL DANS L'UNITÉ SYNDICALE A LA GREVE JEUDI 9 MAI 2019



Fonction publique : Grève unitaire et manifestations le 9 mai prochain

Les organisations syndicales Cfdt, CFTC, CFE-CGC, CGT, FAFP, FO, FSU, Solidaires, et UNSA de la Fonction publique affirment de nouveau leur attachement aux valeurs du service public et à une Fonction publique au service de toutes et tous, porteuse de l'intérêt général.

Depuis de nombreux mois, en dépit de leurs revendications et propositions, elles constatent que le pouvoir exécutif poursuit une politique contraire aux intérêts de la population, néfaste pour les missions publiques et pour les agent-e-s. Le gouvernement pratique le double langage en prônant la modernisation de la Fonction publique et le respect des agent-e-s public-que-s, alors même qu'il ne revalorise pas leur rémunération, qu'il supprime des postes, engendrant une forte dégradation des conditions de travail, et veut affaiblir leurs droits et garanties.

Les personnels, avec leurs organisations syndicales, revendiquent l'augmentation de la valeur du point d'indice afin d'améliorer leur pouvoir d'achat, la suppression du jour de carence et rappellent leur opposition aux 120 000 nouvelles suppressions de postes annoncées.

A de multiples reprises, nos organisations se sont opposées à ces mesures et ont mis sur la table des propositions alternatives.

Poursuivant leur politique, toujours sans tenir grand compte des organisations syndicales représentatives, le Président de la République et le gouvernement comptent faire adopter au Parlement, d'ici au début de l'été, une loi dite de *transformation de la fonction publique* dont nombre de dispositions ont une portée très grave tant pour les agent-e-s et les citoyen-ne-s que pour l'avenir de la Fonction publique.

Il en est ainsi, par exemple, de la mise en place d'une instance unique en lieu et place des comités techniques et CHSCT, instance qui risque de diluer et amoindrir les actions dans des domaines essentiels de la sécurité, de la santé et de la vie au travail. C'est aussi le cas avec la suppression des compétences des CAP en matière de promotion et de mobilité, mesure qui va favoriser une gestion opaque et priver les personnels de recours contre l'arbitraire.

Avec le recours au recrutement accru à tous les niveaux de contractuel-le-s, la précarité sera encore aggravée particulièrement avec des contrats de mission à durée déterminée pouvant être rompu à tout moment. Par ailleurs, aucune amélioration substantielle des garanties collectives ni sécurisation des parcours professionnels n'est envisagé pour les contractuel-le-s pas plus qu'un encadrement plus strict des conditions de recrutement et de formation. De plus, c'est l'égalité d'accès aux emplois publics et les garanties de neutralité de l'agent public qui sont menacées.

Après des communiqués unitaires, après des délais de consultations des instances supérieures de la Fonction publique peu respectueuses d'un dialogue social de qualité, après que toutes les organisations représentatives de la Fonction publique aient donné un avis défavorable au projet de loi dit de *transformation de la fonction publique*, les organisations syndicales Cfdt, CFTC, CFE-CGC, CGT, FAFP, FO, FSU, Solidaires, et UNSA réaffirment leur volonté de mettre en œuvre un processus de mobilisation inscrit dans la durée.

Pour dire non au projet de loi de *transformation de la fonction publique* et pour demander au gouvernement qu'il ouvre enfin des négociations sur de nouvelles bases, elles appellent d'ores et déjà toutes et tous les agent-e-s de la Fonction publique à se mettre en grève le jeudi 9 mai prochain, étape forte du processus de mobilisation.

Les Lilas le 12 avril 2019



Syndicat CGT des personnels territoriaux d'Aulnay-sous-Bois

vous souhaitez adhérer ou prendre contact :

Nom Prénom
Adresse
Code postal Ville
Téléphone et/ou Portable
Courriel
Direction / Service*

Syndiquez-vous à la CGT pour être informé, conseillé, défendu

Syndiquez-vous à la CGT pour vous faire entendre, faire respecter vos droits et en conquérir de nouveaux